

Le nouveau président chypriote grec tend la main à la partie turque

mardi 4 mars 2008, par [Effy Galacteros](#)

On sent le printemps dans les rues de Nicosie et comme un air d'espoir retrouvé pour une reprise du dialogue interchypriote. Le communiste Dimitris Christofias a remporté hier le second tour de l'élection présidentielle, avec 53,4 % des voix, et il a lancé « un message d'amitié aux Chypriotes turcs », les appelant « à un combat commun pour réunifier notre patrie et pour gérer nos affaires sans intervention étrangère ».

Son challenger, le centre droit Ioannis Kasoulides, qui a obtenu 46,5 % des suffrages, est quant à lui encore plus convaincu de la nécessité de trouver une solution rapide à la division de l'île.

L'élimination, dès le premier tour, du président sortant, Tassos Papadopoulos, nationaliste arc-bouté sur son refus de tout compromis avec la partie turque, montre que les choses bougent dans la partie grecque de l'île. La République de Chypre, 650 000 habitants, seule autorité internationalement reconnue, a adhéré à l'Union européenne en 2004, malgré le refus par référendum des Chypriotes grecs du plan de paix de l'ONU proposant l'instauration d'une « *fédération bizonale et bicommunautaire* ». Ce plan avait en revanche été accepté par la population de la République turque de Chypre du Nord (RTCN), 200 000 habitants, créée après l'invasion du nord de l'île en 1974 par Ankara et reconnue seulement par la Turquie.

Invasions

Fini les tergiversations et les demies ouvertures. Il y a urgence, accentuée par l'indépendance du Kosovo. « *Les temps où l'on se reposait confortablement sur la perspective d'un statu quo relativement calme et que l'on préserverait indéfiniment sont révolus* », soulignait un rapport récent de l'International Crisis Group.

« *C'est maintenant ou jamais* », confirme Dionysis, qui rêve de voir un jour Chypre devenir « *un pays européen multiculturel* » au nom d'un héritage composite, résultat de tant d'invasions successives : franque, vénitienne, ottomane, britannique. Étudiant à Londres, la plus grande ville chypriote au monde, il avait pris l'avion, comme des centaines d'autres venus d'Angleterre ou d'Australie, pour aller voter. Il raconte comment, quand la nostalgie le prend après les cours, il va prendre un café (grec ? turc ?) au centre communautaire de Wood Green, banlieue londonienne où les vieux Chypriotes, grec et turcs, jouent au tavli (jeu de trictrac) et lui décrivent un paradis perdu.

Les jeunes Chypriotes grecs, eux, n'ont pas connu cette île-là. Ils n'ont jamais fréquenté de Chypriotes turcs car depuis 1974, dans l'île divisée par la « ligne verte » — 180 km de barbelés gardés par des Casques bleus —, les deux communautés n'ont quasiment aucun contact.

Le Nord vit au rythme de la Turquie et les colons arrivent d'Anatolie. La République de Chypre est pour sa part devenue une plate-forme internationale, un paradis fiscal, avec d'importantes communautés russe et libanaise. Les Israéliens viennent s'y marier civilement et les touristes du monde entier se dorser sur ses côtes bétonnées. Les Chypriotes, lassés de cette attente sans fin, ont fait leur deuil d'une Chypre mythique, d'un État commun. « Une solution du problème chypriote ne peut en aucun cas se fonder sur une conscience chypriote commune, car il n'y a aucun "nous" chypriote jouissant de la légitimité nécessaire pour agir de manière déterminante sur le cours de l'histoire », explique Stavros Tombazos,

auteur de Chypre et ses nationalismes.

Défis

Quelle que soit la solution politique trouvée pour relancer le processus de paix, elle devra être rapide. Les deux candidats l'ont compris. « Je vois Mehmet Ali Talat, le dirigeant de Chypre Nord, dès le lendemain de l'élection », a dit l'un. « Le soir même », a dit l'autre. Pour négocier entre voisins. Pour faire face aux défis qui menacent l'île : la sécheresse, l'afflux incontrôlé de clandestins, les milieux mafieux. Pour gérer le quotidien de tous les Chypriotes. Comme les maires de ces deux parties de Nicosie séparées par la ligne verte, qui, au plus fort du conflit, ont continué à se voir tous les lundis pour gérer l'eau et les égouts.

Sources

Source : « Libération », 25 février 2008.